Erasmus+ : investir dans les compétences pour bâtir l'Europe de demain

Publié le 21 mai 2026

Au cœur du mois de l'Europe, le 18 mai dernier, les agences nationales Erasmus+ France réunissaient, à la Maison de l'Europe, responsables publics, acteurs économiques et experts de l'emploi pour une table-ronde intitulée : « Erasmus+ : pour une Europe des savoirs et des compétences dans un monde instable ». Enjeu central au cœur des échanges : développer les compétences et l'emploi pour bâtir l'Europe de demain. Les intervenants ont insisté sur les enjeux liés aux métiers de demain et rappelé que les expériences de mobilité internationale permettent de développer des compétences transversales et interculturelles, particulièrement recherchées par les employeurs. Le Medef soutient toutes les mobilités, les longues comme les courtes et a appelé au renforcement du programme Erasmus+

En ouverture de la table ronde, **Sabrina Roubache**, ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels et de l'Apprentissage, a rappelé le rôle stratégique d'Erasmus+, dans un contexte marqué par les transformations du marché du travail, l'impact des transitions écologique et numérique et les actuelles tensions géopolitiques : « *Erasmus+ n'est pas qu'un voyage : c'est une arme pour un accès durable à l'emploi et un accélérateur de confiance* ».

Hélène Derrien, coprésidente de la commission Education, Formation, Compétences et Jeunesse du Medef, et DRH du groupe Orano, a confirmé l'intérêt des entreprises et des recruteurs pour les profils Erasmus+, traduisant des capacités d'adaptation, d'autonomie et d'ouverture.

Arnaud Dupray, chercheur au Céreq, a de son côté souligné que, tous secteurs confondus, les jeunes ayant réalisé une mobilité encadrée accèdent à leur premier emploi plus rapidement que les autres, avec un meilleur salaire mensuel brut (300 à 400 € en moyenne).

Tous ont également insisté sur le rôle essentiel d'Erasmus+ dans la construction d'une Europe plus forte sur le plan économique et plus stable socialement.

Des opportunités à renforcer pour 2028-2034

Cette démocratisation de la mobilité européenne s'accompagne d'une forte hausse de la demande. En France, la barre des deux millions de bénéficiaires Erasmus+ a été franchie en 2025, avec près de 164 000 mobilités réalisées en 2024, contre 142 000 en 2023, soit une hausse de 15 %. Lors du dernier appel à projets Erasmus+ 2026, l'Agence Erasmus+ France / Education Formation a reçu 4 653 dossiers de candidatures pour une demande de 739,3 millions d'euros, alors que le budget disponible s'élève à seulement 422,7 millions d'euros, soit une demande ne pouvant être satisfaite qu'à hauteur de 57 %. Michel Derdevet, Président de la Maison de l'Europe de Paris, a de ce fait souligné la nécessité de renforcer les moyens du programme dans le cadre de la future programmation budgétaire européenne afin de permettre à davantage de jeunes Européens de bénéficier du dispositif.

Une mobilité Erasmus+ n'est en effet pas une simple ligne sur un CV. Pour les entreprises, la mobilité est un signal positif qui indique une capacité à sortir de sa zone de confort, à apprendre vite et à coopérer avec des interlocuteurs différents. Bien sûr, cela ne remplace pas une qualification, une expérience métier ou un savoir-faire technique, mais renforce l'employabilité. Les entreprises attendent des profils mieux préparés à la réalité du travail

: savoir collaborer, communiquer, utiliser les outils numériques, comprendre les enjeux environnementaux, et évoluer dans des organisations plus internationales. Erasmus+ répond à ces attentes.

Obstacles et perspectives

Des obstacles très concrets existent encore : coût de la mobilité, logement, maîtrise de la langue, autocensure des jeunes, complexité administrative, manque d'information des familles et parfois des entreprises. Ils peuvent être décisifs pour les jeunes les plus éloignés de la mobilité : apprentis, jeunes issus de milieux modestes, jeunes en formation professionnelle. C'est pourquoi il est vraiment nécessaire de simplifier l'accès au dispositif. La Commission européenne a proposé pour le prochain cadre financier 2028-2034 un budget européen global proche de 2 000 milliards d'euros et un Erasmus+ renforcé comme colonne vertébrale de "*l'Union des compétences*". L'enjeu est de passer d'un Erasmus+ perçu comme une opportunité individuelle à un Erasmus+ pleinement intégré aux politiques de compétences des entreprises. Du point de vue des DRH et des employeurs, Erasmus+ doit être vu comme un investissement dans le capital humain européen.